

**Segunda
editorial****Zweiter
Leitartikel****Second
editorial****Deuxième
éditorial****Segundo
editorial**

L'empreinte dictatoriale de Kast : **technofascisme, servilité envers Trump et la** **capture numérique du pouvoir au Chili**

Une analyse des éléments qui façonnent le projet politique du président chilien et de ses liens avec l'extrême droite internationale

L'arrivée de José Antonio Kast à la présidence du Chili ne représente ni un simple changement administratif ni une alternance démocratique de plus dans le cycle politique du pays. Les éléments accumulés ces derniers mois — de son alignement explicite avec Donald Trump au scandale entourant l'opérateur argentin Fernando Cerimedo et sa fabrique de bots — dessinent un scénario qui exige une analyse approfondie de la nature du projet politique désormais installé à La Moneda.

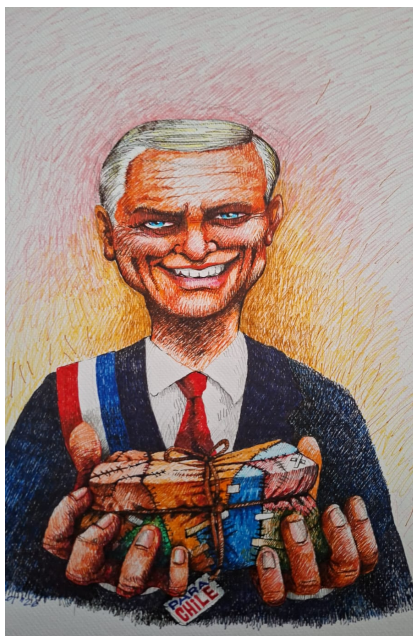


Ilustración: Lucot

L'origine : un héritage qui pèse

José Antonio Kast est issu d'une famille d'origine allemande. Son père, Miguel Kast Rist, arrivé au Chili depuis l'Allemagne, fut un proche collaborateur de la dictature d'Augusto Pinochet, impliqué dans les crimes de la soi-disant « Caravane de la Mort » à Paine. Cet héritage familial n'est pas anecdotique : il marque une continuité idéologique que Kast n'a jamais répudiée.

Tout au long de sa carrière politique, Kast a entretenu une position ambiguë et complaisante envers la dictature. Il a

proposé de gracier des condamnés de plus de 80 ans atteints de maladies liées à l'âge, y compris ceux reconnus coupables de violations des droits de l'homme sous le gouvernement de Pinochet. Sa formation politique a débuté au sein du Mouvement grémialiste fondé par Jaime Guzmán, idéologue de la Constitution de 1980 et collaborateur étroit du dictateur. Cette racine n'est pas fortuite : elle représente une adhésion doctrinale au projet politique que Pinochet a imposé par la force.

Lors de ses deux précédentes candidatures présidentielles (2017 et 2021) et jusqu'à sa victoire en 2025, Kast n'a jamais condamné le fascisme ni le nazisme dont son père était issu, et il a systématiquement évité de se prononcer contre les crimes de la dictature. Au contraire, il s'est présenté comme son continuateur naturel dans le domaine des idées.

Président de l'internationale d'extrême droite

Entre 2022 et 2023, Kast a présidé l'organisation internationale d'extrême droite qui regroupe les forces conservatrices et réactionnaires du continent. Ce rôle n'était pas honorifique : il l'a positionné comme l'articulateur d'un projet politique visant à coordonner les actions entre gouvernements apparentés, à partager des stratégies de communication, de désinformation et de contrôle social, et à établir un programme commun pour la région.

Cette internationale fasciste — comme la qualifient certains analystes — ne se limite pas à des déclarations de principe. Elle fonctionne en réseau, partage des ressources et finance des campagnes via des structures parallèles. Kast a été l'un de ses principaux promoteurs et, depuis lors, il entretient des liens étroits avec Javier Milei (Argentine), Jair Bolsonaro (Brésil), Rodrigo Paz (Bolivie), Daniel Noboa (Équateur) et d'autres dirigeants de l'extrême droite latino-américaine.

L'absorption de la droite libérale : la fin d'une illusion

L'un des phénomènes les plus notables de la dernière décennie en Amérique latine a été l'absorption complète de la soi-disant « droite libérale » par la droite fasciste. Des partis qui, par le passé, se revendiquaient défenseurs de la démocratie représentative, de l'État de droit et des valeurs républicaines — de Chile Vamos au Chili à Juntos por el Cambio en Argentine, en passant par le Parti colorado en Uruguay ou le PAN au Mexique — ont été engloutis par le projet autoritaire, militariste et réactionnaire qu'incarnent aujourd'hui Kast, Milei, Bolsonaro et leurs pairs.

Il ne s'agit pas d'une alliance de convenance : c'est une subordination idéologique et organique. Les cadres de la droite traditionnelle ont accepté sans résistance le programme de l'extrême droite : le négationnisme climatique, la persécution des minorités, le démantèlement de l'État-providence, la complicité avec les discours de haine et la justification de la violence institutionnelle. La vieille distinction entre une « droite civilisée » et une « droite fasciste » est devenue obsolète : aujourd'hui, dans les faits, la première a renoncé à ses étendards historiques et s'est rangée du côté de la seconde, non par conviction profonde mais par calcul électoral, peur de perdre le pouvoir ou simple opportunisme.

Dans ce processus, les valeurs démocratiques ont été le premier sacrifice. La défense de la Constitution, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse, le pluralisme politique et les droits de l'homme sont aujourd'hui considérés par cette nouvelle droite comme des « obstacles » à « l'ordre » qu'elle entend imposer. Pour eux, la démocratie n'est qu'une procédure formelle — le vote — mais pas un système de valeurs ni un mode de vie. Une fois le pouvoir obtenu par la voie électorale, ils se sentent légitimés à gouverner sans contrepoids, sans débat et sans reddition de comptes.

Cette absorption a également été rendue possible parce que la droite libérale ne disposait pas d'un projet propre capable de mobilisation populaire. Face à ce vide, l'extrême droite a offert un récit puissant : nationalisme excluant, ordre autoritaire, défense de la famille traditionnelle et une promesse de sécurité qui justifie toute mesure, même les plus violatrices des droits. La droite libérale, dépourvue de boussole, s'est laissé emporter par le courant et aujourd'hui, dans la plupart des pays, elle n'existe plus en tant que force différenciée.

Obéissance à Trump et alignement militariste

La relation de Kast avec Donald Trump dépasse la simple affinité idéologique. Cinq jours avant d'entrer en fonction, Kast s'est rendu à Miami pour participer au sommet « Bouclier des Amériques » organisé par l'administration Trump, ce que beaucoup ont interprété comme une priorisation de la « lécherie de bottes » envers le président américain au détriment des rituels institutionnels de la passation de pouvoir au Chili.

Lors de ce sommet, Kast a non seulement remercié Trump pour son soutien lors de la campagne électorale — un geste que Trump lui-même a affiché avec arrogance : « J'adore quand je soutiens quelqu'un... ils gagnent par 30 points » — mais il a également apporté un soutien explicite à l'intervention militaire américaine au Venezuela. « Pour nous, ce qui s'était passé au Venezuela avait été une très bonne chose... il devait y avoir une sorte d'intervention », a déclaré Kast à Miami.

Le président élu chilien a également exhorté Trump à « faire tout son possible pour que les Cubains retrouvent leur liberté », s'alignant sur la politique de blocus et de pression de Washington contre l'île.

Cette servilité n'est pas rhétorique : elle implique l'incorporation du Chili dans l'orbite de la doctrine Monroe actualisée par Trump, qui inclut le soutien aux opérations militaires dans la région, l'ingérence dans les affaires internes des pays latino-américains et la subordination des intérêts nationaux à ceux de la Maison-Blanche. Le sommet « Bouclier des Amériques » a réuni les dirigeants alignés sur Trump pour coordonner des actions contre le crime organisé, mais aussi pour établir une alliance géopolitique qui déplace le Chili de sa position traditionnelle de pays non aligné et l'intègre dans une coalition de droite belliqueuse.

Le scandale Cerimedo : la trame numérique du pouvoir

L'un des éléments les plus troublants de la période récente est la découverte en Bolivie d'une « ferme de bots » liée à l'opérateur politique argentin Fernando Cerimedo, actuellement détenu et accusé de tentative de féminicide.

Cerimedo, conseiller de figures de l'extrême droite latino-américaine comme Javier Milei et Jair Bolsonaro, a travaillé au Chili. Lors d'une perquisition à son domicile à La Paz, les autorités ont découvert une présumée ferme de bots et 50 000 dollars américains dans diverses devises. Cerimedo gérât des milliers de faux comptes sur les réseaux sociaux pour intervenir dans le débat public. Dans une interview, il a reconnu gérer environ 50 000 comptes rien que pour l'Argentine et qu'il en avait également pour le Chili.

Au Chili, Cerimedo a travaillé sur la campagne contre la proposition constitutionnelle de 2021 et, selon de multiples reportages, a également participé à la campagne présidentielle de José Antonio Kast. Son lien avec l'entourage de Kast n'est pas indirect : Alejandro Irarrázabal, actuel chef des conseillers du président Kast, a été identifié comme l'un des liens avec l'opérateur argentin. Cerimedo a été vu en train de célébrer dans les rues de Santiago la victoire de Kast au second tour et a accordé des interviews à TVN.

Cinq députés de l'opposition ont annoncé des actions pour éclaircir les liens entre Cerimedo et le gouvernement, en saisissant le Servel (service électoral) et La Moneda. Le député Daniel Manoucheri a interpellé directement le président : « Le président Kast et le Parti républicain doivent clarifier leurs liens avec Fernando Cerimedo. Le pays mérite de savoir qui a financé ces groupes. »

L'affaire Cerimedo révèle l'existence d'une infrastructure de désinformation et de guerre sale numérique financée et opérée au service de l'extrême droite. Il ne s'agit pas de « bots » isolés ni de phénomènes spontanés : c'est une machine organisée dotée de financements, d'opérateurs et d'objectifs politiques clairs.

Le paradoxe de la légalité électorale et du technofascisme

Une observation acérée du scénario actuel est que, malgré les preuves de l'utilisation de « bots » et de stratégies de désinformation pour influencer le processus électoral, on ne peut pas parler de fraude électorale au sens classique. Il n'y a pas eu de manipulation des urnes ni de falsification des votes. Cependant, la manipulation du débat public, la création de réalités parallèles via la désinformation de masse et l'intervention numérique étrangère constituent ce que certains analystes appellent le « technofascisme » : une forme de contrôle social et de manipulation politique qui opère par des moyens numériques, sans avoir à violer les mécanismes formels de la démocratie.

Les votes sont légaux, mais le processus a été contaminé. La « guerre des bots » a déformé la délibération publique, fabriqué des consensus artificiels et amplifié les récits favorables à Kast. Cela soulève une question inconfortable pour les systèmes démocratiques : quelle valeur a la légalité formelle lorsque le processus a été vicié par la manipulation numérique ?

La carte de l'extrême droite dans la région et la nouvelle géopolitique de l'autoritarisme

Aujourd'hui, l'Amérique latine présente une carte préoccupante : la majorité des pays sont gouvernés par des dirigeants d'extrême droite alignés sur Trump. Le Chili rejoint désormais cette coalition qui comprend l'Argentine (Milei), la Bolivie (Paz), le Costa Rica (Chaves), le Paraguay (Peña), le Salvador (Bukele), l'Équateur (Noboa), la République dominicaine (Abinader), le Honduras (Asfura) et d'autres. Seuls le Brésil et le Mexique, avec Lula et Claudia Sheinbaum respectivement, maintiennent des gouvernements progressistes ou de gauche qui résistent à cette vague réactionnaire.

Mais cette nouvelle géopolitique de l'autoritarisme présente une caractéristique inédite : **l'extrême droite n'opère plus seulement à partir des États-nations, mais comme un pouvoir supranational coordonné.** Les sommets du « Bouclier des Amériques », la présidence de Kast au sein de l'organisation internationale d'extrême droite, les fonds qui circulent entre les campagnes de Milei, Bolsonaro et Kast, les opérateurs comme Cerimedo qui traversent les frontières pour installer des fermes de bots dans différents pays, l'influence des think tanks américains et européens sur les politiques de ces gouvernements : tout cela constitue une structure de pouvoir qui transcende les souverainetés

nationales.

Cette internationale fasciste ne se limite pas à partager une rhétorique. Elle coordonne des stratégies législatives, partage des modèles de répression et de contrôle social, échange des conseillers et des financements, et agit comme un bloc géopolitique qui fait pression sur les pays qui résistent encore. La pression sur le Mexique et le Brésil est constante : de l'ingérence diplomatique au financement de mouvements d'opposition, en passant par des campagnes de désinformation de masse. L'affaire Cerimedo n'est que la partie émergée d'un réseau cherchant à répliquer dans toute la région le modèle de capture numérique du pouvoir.

Le paradoxe stratégique : comment combattre un pouvoir supranational depuis les États ?

Ce diagnostic conduit à un paradoxe d'une énorme portée stratégique : **le technofascisme, en raison de son caractère supranational, ne peut être combattu efficacement que depuis les États-nations eux-mêmes, mais ces États sont précisément en train d'être capturés par ce même technofascisme.** C'est le problème du chien qui se mord la queue.

La gauche et le progressisme latino-américains ont historiquement tendu à penser la résistance depuis la société civile, les mouvements sociaux et les organisations de base. Et certainement, cette dimension reste fondamentale. Cependant, le technofascisme a démontré une capacité de capture des institutions étatiques qui rend insuffisante la seule résistance sociale. Lorsque l'exécutif, le législatif, les organes électoraux, les médias et même les réseaux sociaux sont sous le contrôle de cette internationale réactionnaire, la société civile se retrouve désarmée.

La leçon des dernières années est claire : **la résistance au technofascisme nécessite nécessairement des victoires électorales et l'exercice du gouvernement.** Il ne suffit pas de manifester dans les rues si le pouvoir de l'État reste entre les mains de ceux qui démantèlent l'État de droit. Il ne suffit pas de dénoncer sur les réseaux sociaux si les réseaux sociaux sont dominés par des bots qui fabriquent des majorités artificielles. Il ne suffit pas d'organiser des mouvements si ces mouvements ne parviennent pas à se traduire en gouvernements capables d'exercer un pouvoir réel.

Le Brésil et le Mexique sont aujourd'hui les deux seuls bastions de la région où cette équation n'a pas encore été résolue en faveur du technofascisme. Mais la pression sur Lula et Sheinbaum est immense. Et la question qui plane est : ces gouvernements, avec leurs limites et leurs contradictions, pourront-ils articuler une réponse régionale coordonnée qui affronte le pouvoir supranational de l'extrême droite ? Ou le technofascisme finira-t-il par engloutir également ces derniers remparts ?

La construction d'une alternative exige donc une stratégie à double voie : **renforcement institutionnel depuis les États qui résistent encore** (régulation des réseaux sociaux, lutte contre la désinformation, indépendance judiciaire, défense des processus électoraux) et, en même temps, **coordination régionale** permettant au bloc démocratique de faire face au bloc d'extrême droite et de récupérer l'agenda de l'intégration latino-américaine.

Conclusions : plus qu'un président, un symptôme et un défi

José Antonio Kast, élu par le vote populaire, représente néanmoins un phénomène qui transcende sa personne. Il est le symptôme d'une crise de la démocratie libérale, capturée par des réseaux de désinformation et des opérateurs politiques qui utilisent la technologie pour modeler la volonté populaire. Il est le continuateur d'une tradition autoritaire qui, au Chili, a un nom : Pinochet. Et il est l'exécutif d'un agenda géopolitique qui ne naît pas au Chili mais à Washington.

Mais au-delà, Kast est l'expression d'un processus plus large : l'absorption de la droite libérale par la droite fasciste dans toute l'Amérique latine, la fin de l'illusion d'une « droite démocratique » et la consolidation d'un pouvoir supranational qui opère de manière coordonnée pour imposer son projet dans la région.

L'affaire Cerimedo, la ferme de bots, les liens avec Trump, l'héritage familial fasciste et l'alignement militariste ne sont pas des pièces isolées. Ce sont les éléments d'un puzzle qui révèle la même image : un projet de pouvoir qui combine la légalité formelle avec la manipulation numérique, la servilité internationale avec l'autoritarisme domestique, et la coordination supranationale avec la capture des États-nations.

La tâche qui incombe à la société chilienne et latino-américaine est de dénouer ces intrigues, de résister à la colonisation numérique de la politique et de défendre les espaces démocratiques contre la capture par les opérateurs de désinformation. Mais il reste aussi la tâche stratégique de comprendre que, dans ce scénario, la lutte pour les États — pour les récupérer, les renforcer, les défendre contre la capture — est aussi urgente que la lutte dans les rues.

Le paradoxe du technofascisme est que, parce qu'il est supranational, il exige une réponse qui soit également capable de s'articuler au-delà des frontières, mais qui en même temps passe nécessairement par la récupération des États-nations. Tant que Cerimedo reste détenu en Bolivie, tant que les députés chiliens exigent des réponses et tant que le Brésil et le Mexique se tiennent comme des résistances, la question reste ouverte : jusqu'où ira le bras de cette internationale fasciste, et combien de temps les pays qui restent en dehors de son orbite pourront-ils résister ?

La réponse n'est pas écrite. Elle dépend de la capacité de la démocratie, du progressisme et de la gauche latino-américaine à tirer les leçons de cette défaite, à comprendre la nature du pouvoir auquel ils font face et à construire, depuis la défaite, une nouvelle stratégie de résistance et de victoire.

Ceci est un article mis à disposition librement par Sūdaka Magazine.

L'engagement pour une analyse indépendante ne pourra être atteint qu'avec le soutien de nos lecteurs.

C'est l'apport de Sudaka Editorial face à l'avalanche de bots et de fausses informations qui, selon les études, atteint déjà 50 % de ce qui est diffusé sur les réseaux sociaux.

Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de renforcer un engagement informatif qui défende les valeurs démocratiques, mises en doute par la progression du nouveau fascisme.

Merci beaucoup de diffuser et de soutenir Sudaka Editorial.

Plus d'informations : www.sudaka-editorial.com
Courriel : info@sudaka-editorial.com



Sūdaka Editorial